



- C. 89008 -

PREFECTURE DE L'ISÈRE
26. JUN 1989
SERVICE DU COURRIER

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre

La Ville de Grenoble représentée par son Maire, Monsieur ALAIN CARIGNON agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

Et

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun représenté par son Président, Monsieur Charles DESCOURS, agissant en vertu d'une délibération en date du 13 FEV. 1989

Il est tout d'abord exposé ce qui suit :

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'occupation du domaine public communal pour la construction, l'exploitation et l'entretien de la première ligne de tramway ainsi que les conditions d'exploitation et d'entretien concernant la Ville lorsque le site tramway est implanté sur le domaine public départemental ou national.

En conséquence, il a été arrêté et convenu ce qui suit entre les parties.

ARTICLE I : OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La Ville autorise le Syndicat Mixte des Transports en Commun à occuper dans l'emprise du domaine public communal le terrain nécessaire à la construction, au fonctionnement et à l'exploitation de la première ligne de tramway construite par le S.M.T.C. dans la traversée du territoire de la Commune et dans les conditions ci-après définies.

Il est convenu que le SMTC pourra subroger la Société exploitante de la ligne de tramway, dans ses droits et obligations découlant de la présente convention sans qu'une autorisation soit nécessaire, étant précisé que le SMTC demeurera garant de toutes les obligations contractées vis à vis de la Ville.

.../...

ARTICLE II : DESCRIPTION DE LA PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY

La première ligne de tramway réalisée par le S.M.T.C. sur le domaine public communal, comprend :

AU SOL :

- La voie ferrée
- La plateforme et son revêtement
- Les quais de stations
- La signalisation au sol

EN OUVRAGE D'ART :

- Le Pont du Drac

EN SURPLOMB ET EN SURSOL :

- Les lignes aériennes avec les supports de lignes, les équipements de suspension, les fils de contact.

EN SOUS SOL :

- Les ouvrages servant à recueillir les eaux de ruissellement jusqu'à la canalisation pluviale de la Ville.
- Les drains
- Les câbles souterrains d'alimentation
- Les multitubulaires
- Les transformateurs et tout ouvrage spécifique actuellement en place

EN SUPERSTRUCTURE :

- Les abris de stations et leurs mobiliers
- Les barrières de sécurité et de bornage divers installées en bordure immédiate du site et destinées à protéger les piétons de la circulation du tramway
- La signalisation lumineuse spécifique au tramway.
- La signalisation verticale spécifique au tramway
- Les transformateurs et tout ouvrage spécifique actuellement en place, notamment les bâtiments d'exploitation.

.../...

ARTICLE III : DEFINITION DE L'EMPRISE

L'assiette de l'emprise des domaines publics communal, départemental et national faisant l'objet de la présente convention est délimitée selon les plans annexés à la Convention.

D'une manière générale, la largeur de l'emprise est de 6 m 10 et s'étend du Pont du Drac à la station de Grand'Place ainsi que la portion de raccordement au dépôt situé sur le territoire communal et la bretelle reliant Alpexpo soit une longueur de 6 Kms...

Fait également partie de l'emprise d'occupation du domaine public l'assiette des ouvrages et équipements énumérés à l'article II ci-dessus.

ARTICLE IV : CONDITIONS D'UTILISATION DE LA PLATEFORME

La plateforme est réservée à la circulation du tramway. Un arrêté municipal, pris après avis du SMTC, précisera les zones et conditions d'accès et de traversée de cette plateforme. D'autre part, pour permettre au SMTC d'assurer la continuité et la régularité du service public des transports et de maintenir la circulation du tramway en toute occasion, la Ville s'engage à ne pas délivrer d'autorisation d'occupation de la plateforme pour des manifestations, fêtes et cérémonies risquant de la perturber.

ARTICLE V : CAS PARTICULIERS

Le passage sous les voies SNCF fait l'objet d'une convention tripartite (Ville, SNCF, SMTC) en date du 4 Novembre 1985.

CHAPITRE I - ENTRETIEN : GROSSES, PETITES REPARATIONS

ARTICLE VI : GENERALITES

Le S.M.T.C. devra conserver en bon état d'entretien l'ensemble constitué par le rail, son support, le revêtement de la plateforme, les quais de stations et toutes les installations, ouvrages et équipements nécessaires au fonctionnement du tramway, y compris le Pont du Drac.

Le S.M.T.C. entretiendra en parfait état les ouvrages établis par lui pour assurer l'écoulement des eaux.

Le coût de cet entretien sera entièrement à la charge du S.M.T.C. propriétaire de ces installations.

.../...

ARTICLE VII : MODALITES D'INTERVENTION

L'entretien ou les réparations de la voie ferrée, de la plateforme ou des ouvrages se fera avec l'accord de la Ville et plus particulièrement en ce qui concerne les carrefours.

Les jours, heures d'intervention seront déterminés en accord avec la Ville au moment de la délivrance de l'autorisation de voirie afin de n'apporter que le minimum de gêne aux usagers de la voie publique.

ARTICLE VIII : RESEAUX

Le S.M.T.C. entretiendra en parfait état ses réseaux y compris les multitubulaires situées le long de la plateforme. Un règlement définira l'utilisation de ces multitubulaires. Par ailleurs, des réseaux divers (notamment eau, assainissement, ordures ménagères, signalisation, PTT, Gaz Electricité, etc...) traversent l'emprise en plusieurs points. Le S.M.T.C. devra prendre toutes les mesures propres à les conserver en bon état. Il ne pourra pas refuser l'autorisation à un gestionnaire d'intervenir sur ses propres réseaux ni d'en créer de nouveau.

A cet effet, et sauf cas d'urgence, le gestionnaire du réseau devra impérativement informer le S.M.T.C. ou sa société exploitante, en temps voulu, des travaux qu'il prévoit, et suivre les consignes particulières qui lui seraient données à cette occasion. Les interventions ne pourront pas, par exemple, avoir pour effet d'interrompre l'exploitation du tramway, ni de mettre en péril la sécurité des usagers. Il pourra être appelé à intervenir de nuit, ou le dimanche, ou jours fériés.

Les diverses mesures ci-dessus s'appliqueront à tout réseau à créer. La Ville signifiera aux gestionnaires ces dispositions lors de la délivrance d'autorisations de voirie.

ARTICLE IX : STATIONS

Le S.M.T.C. aura à sa charge l'entretien des quais des stations dont l'emprise est délimitée sur les plans annexés à la convention et tous les ouvrages et installations qui y sont situés.

Toutefois, il est apporté les précisions suivantes :

1/ Stations équipées d'abris MURANO :

La Ville rappelle que par avenant en date du 23 Février 1987 à la convention qu'elle a passée avec la Société DECAUX, cette dernière s'est engagée à installer des abris publicitaires de type MURANO;

Par ailleurs, le S.M.T.C. dans le cadre du marché n° 86046 du 18.12.86 avec la Société DECAUX, a apporté une contribution permettant, dans les conditions du contrat Ville - DECAUX précité, l'installation, le nettoyage et l'entretien y compris pour cause de vandalisme, du nombre d'abris MURANO nécessaires à l'équipement des stations. Ces abris, implantés en accord avec le S.M.T.C., n'entrent pas dans le cadre de la présente convention.

.../...

Toutefois, il est convenu que pour toute modification fondamentale apportée au contrat Ville - DECAUX, une concertation préalable devra s'établir entre la Ville et le SMTC.

2/ Station Grand'Place

Les installations et ouvrages à prendre en compte concernent l'ensemble des superstructures de la station y compris l'escalier mécanique, l'ascenseur, les équipements commerciaux et l'appareillage d'éclairage public.

Le SMTC prend à sa charge les grosses et petites réparations de ces installations à l'exception des petites réparations portant sur l'escalier mécanique et l'ascenseur, dont la charge est confiée à la Ville de Grenoble, et à laquelle le SMTC participe financièrement dans le cadre de la contribution forfaitaire mentionnée à l'article XIII ci-dessous.

La passerelle piétonne reliant la Villeneuve au Centre commercial ainsi que ses escaliers d'accès à la Station n'entrent pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE X : SIGNALISATION

Le S.M.T.C. aura à sa charge l'entretien de la signalisation horizontale, verticale et lumineuse nécessaire au fonctionnement et à l'exploitation du tramway.

ARTICLE XI : CONSERVATION DU SITE

Le S.M.T.C. s'engage à sauvegarder dans son intégrité l'ensemble de l'ouvrage tel qu'il a été construit et réceptionné.

Toutes modifications apportées aux parties visibles de l'ouvrage devront faire l'objet au préalable d'un accord de la Ville.

L'homogénéité du style des équipements devra être conservée pour des raisons d'esthétisme et en particulier dans les stations.

ARTICLE XII : DEFAT D'ENTRETIEN

En cas de défaillance du S.M.T.C. dans son obligation d'entretien, la Ville se réserve le droit, en cas d'urgence, de faire exécuter d'office les travaux aux frais du S.M.T.C. après l'en avoir averti par lettre recommandée avec accusé de réception.

.../...

- CHAPITRE II : ENTRETIEN COURANT - NETTOYAGE -

- DENEIGEMENT - PLANTATION -

ARTICLE XIII : GENERALITES

Sous réserve de ce qui est dit ci-après, le nettoyage et le balayage de la plateforme et des quais de stations, à l'exception de Grand'Place seront effectués sous la responsabilité de la Ville.

Pour ce qui concerne Grand'Place, les dispositions suivantes sont retenues :

- le balayage et le nettoyage des sols sont assurés par le SMTC
- les petites réparations et l'entretien courant de l'escalier mécanique, de l'ascenseur, et des WC publics DECAUX sont assurés par la Ville.

Le SMTC contribuera forfaitairement aux charges assurées par la Ville à hauteur de 500 000 F (valeur moyenne 1989), dont 100 000 F pour les prestations relatives à la Station Grand'Place.

Le versement de ces sommes interviendra, au titre de la présente convention, à compter de l'exercice 1989, selon deux acomptes égaux semestriels (en Avril et en Octobre).

Ces acomptes seront révisés selon la formule suivante :

$$A = A_0 \frac{S}{S_0}$$

S = dernier indice connu des prix des services à la date du versement de l'acompte

S₀ = valeur moyenne de ces indices sur l'année 89

ARTICLE XIV : ECLAIRAGE PUBLIC

Les consommations relatives à l'éclairage public et l'entretien des lampadaires seront pris en charge par la Ville sur l'ensemble du site. Toutefois, l'entretien des lampadaires de la station Grand'Place sera assuré par le S.M.T.C.

ARTICLE XV : MOBILIER DE STATIONS

L'entretien des abris de stations et du mobilier est à la charge du S.M.T.C., à l'exception des abris MURANO.

.../...

ARTICLE XVI : CORBEILLES A PAPIER

Les corbeilles mises à disposition du public dans les stations seront vidées par la Ville.

ARTICLE XVII : DENEIGEMENT

Le déneigement de la plateforme sera assuré par le S.M.T.C. en coordination avec les services techniques de la Ville et plus particulièrement pour les carrefours.

ARTICLE XVIII : CURAGE DU RAIL DRAINS COLLECTEURS REGARDS

Seront à la charge du S.M.T.C. :

- le nettoyage de la gorge du rail et des lumières destinées à évacuer les eaux de ruissellement,
- le nettoyage des drains collecteurs des eaux de surface et des regards de visites, et des ouvrages de branchements sur les collecteurs de la Ville.

ARTICLE XIX : PLANTATIONS

Les plantations existantes en bordure de la plateforme seront entretenues par la Ville. Le coût de cet entretien sera à la charge de la Ville.

La Ville veillera à l'élagage des arbres riverains du site tramway.

ARTICLE XX : CONTROLEURS DE CARREFOURS

D'une façon générale, l'entretien des contrôleurs de carrefours sera assuré par la Ville.

Le coût de l'entretien des interfaces nécessaires à la priorité du tramway aux feux tricolores, fera l'objet d'une facturation au S.M.T.C..

CHAPITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE XXI :

Exploitation commerciale de la Station Grand'Place

La Ville autorise le S.M.T.C. ou sa société exploitante à gérer sur les quais de la station Grand'Place des équipements commerciaux et à en percevoir les revenus. Ces équipements commerciaux étant situés sur le domaine public communal ne pourront donner lieu à aucun droit de propriété commerciale.

.../...

ARTICLE XXII - PUBLICITE

L'implantation de la publicité sur le site tramway est soumise à l'accord de la Ville.

ARTICLE XXIII : RESPONSABILITE ET DROIT DES TIERS

D'une façon générale, le droit des tiers est réservé, ainsi que tous les droits de la Ville non prévus par la présente convention.

Le S.M.T.C. ne saurait, par ailleurs, se prévaloir de la présente convention pour s'exonérer de sa responsabilité à l'égard des tiers.

Il sera responsable de tous les dommages qui pourraient résulter de la construction, de l'exploitation du fonctionnement des ouvrages, installations et équipements visés à l'article 2 constituant la première ligne de tramway. Il est tenu de contracter toute assurance couvrant ces risques.

ARTICLE XXIV : REDEVANCE

Aucune redevance ne sera due par le SMTC pour cette occupation du domaine public.

ARTICLE XXV : DUREE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable, pour une période de 30 années qui commence à courir le 1er JANVIER 1985 et sous réserve du droit des Tiers.

Elle est renouvelable par tacite reconduction par période de 5 ans sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre partie avec préavis d'un an.

En cas d'inobservation ou violation de l'une des clauses essentielles par le S.M.T.C. ou pour motif d'intérêt général, la Ville pourra retirer la présente autorisation.

ARTICLE XXVI : REMISE EN ETAT DES LIEUX

En cas de cessation pour quelque cause que ce soit de l'exploitation de la première ligne de tramway ou en cas de retrait de l'autorisation d'occupation du domaine public, le S.M.T.C. devra remettre en état la voie publique et ses annexes, et à ses frais, suivant les prescriptions qui seraient alors édictées par la Ville.

Si une partie des installations venait à ne plus être exploitée, le S.M.T.C. devra alors procéder à la suppression des installations devenues inutiles, à ses frais, et après avoir obtenu l'accord de la Ville et suivant les prescriptions édictées par cette dernière.

.../...

ARTICLE XXVII -: MODIFICATION DES EQUIPEMENTS

Pour des impératifs de sécurité, la Ville peut mettre en demeure le S.M.T.C. d'apporter, à ses frais, toute modification des équipements existants ou futurs, liés directement ou indirectement au tramway.

FAIT A GRENOBLE , LE 5 juin 1989

LE PRESIDENT DU S.M.T.C.,



LE MAIRE

